

Réunion de haut niveau : la nécessité d'une mise à jour de la politique humanitaire

Rapport de réunion

Résumé

Le 15 juin 2023, le Bureau pour l'assistance humanitaire de l'USAID (BHA) et le CALP Network ont organisé une réunion de haut niveau sur la nécessité d'une mise à jour de la politique humanitaire. Le présent rapport fait état des points abordés par les intervenant-es et les participant-es. Il offre également des informations sur les prochaines étapes du processus. En annexe se trouvent des versions abrégées des discours des intervenant-es.

La réunion a rassemblé plus de 130 responsables de plus de 100 organisations du monde entier, dont des ONG nationales et internationales, des agences de l'ONU, des autorités gouvernementales, des bailleurs de fonds, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Banque mondiale, des acteurs du secteur privé et des think tanks, qui ont abordé les problématiques urgentes relatives à l'assistance monétaire dans le cadre des interventions humanitaires.

Grâce aux engagements pris par les responsables présent-es, la réunion a donné lieu à un processus collaboratif pour l'établissement d'une vision collective de mise à jour et de renouvellement des engagements de la politique régissant l'assistance monétaire afin de la rendre plus pertinente pour les populations affectées par des crises dans le monde entier. Ce processus collaboratif vise à donner une place privilégiée aux transferts monétaires pour favoriser une aide plus axée sur les personnes et plus efficace.

Les données probantes

Les [données probantes](#), présentées par Karen Peachey, directrice du CALP Network, montrent que :

1. la plupart des personnes, dans la plupart des contextes, préfèrent les transferts monétaires à d'autres formes d'aide humanitaire, et que cette modalité est un moyen efficace d'acheminer l'aide ;
2. des progrès encourageants ont été faits par rapport aux engagements politiques sur l'assistance monétaire mis en place lors du Sommet humanitaire mondial de 2016, mais nombre de ces engagements arrivent à leur terme ;
3. les transferts monétaires constituent actuellement 19 % de l'aide humanitaire internationale, et selon les recherches, ce chiffre pourrait atteindre 30 % à 50 % si cette modalité était utilisée dans les cas pertinents ;
4. si l'usage de l'assistance monétaire augmente en volume, il commence à stagner en termes de pourcentage de l'aide totale, même si cette part pourrait être bien plus élevée (19 % actuellement, alors que nous pourrions atteindre un pourcentage de 30 % à 50 %) ;
5. les opportunités ne manquent pas, mais le système humanitaire limite les progrès. Il doit évoluer pour permettre une approche de l'aide davantage axée sur les personnes, plus locale et plus efficace.

Les contributions des intervenant-es

[Innocent Tshilombo](#), qui a reçu pendant dix ans des transferts monétaires dans le camp de personnes réfugiées de Kakuma, a attiré l'attention sur le contexte : « il est nécessaire de s'engager dans des conversations, des réformes et des politiques franches, pour répondre aux aspirations des personnes vivant comme moi dans des camps et dont la situation a mis plus longtemps à se débloquer. Des millions de personnes comme moi sont coincées dans le cycle de dépendance de l'aide humanitaire. J'attends des changements, car j'aimerais que des politiques salutaires voient le jour aussi tôt que possible. Il s'agit d'écouter et de mobiliser la communauté concernée. Vous devez être à l'écoute et réagir plus vite. Il en va de la vie de ces personnes. »

[Sarah Charles](#), assistante de l'administrateur du BHA de l'USAID, a évoqué le rôle critique des transferts monétaires dans la préparation et l'adaptation des personnes aux chocs et facteurs de stress, ainsi que dans la reprise après ces événements. Selon elle, même si nous avons eu un impact important « grâce aux

engagements pris dans le cadre du Grand Bargain, nous avons encore beaucoup à faire pour permettre à l'assistance monétaire de produire les changements nécessaires dans le système humanitaire. » Nous devons trouver des réponses à plusieurs questions importantes : comment veiller à ce que l'adoption de plus en plus forte de l'assistance monétaire aide à transférer le pouvoir aux acteurs locaux plutôt qu'à en conférer davantage aux acteurs les plus favorisés ? Comment rendre la distribution plus rapide, pour qu'elle survienne immédiatement après, voire avant, un choc ? Comment améliorer la redevabilité envers les populations affectées et véritablement axer les interventions sur ces personnes ?

Sarah a souligné que « le mandat de l'USAID porte aussi sur le changement climatique ; alors que les chocs dus au changement climatique deviennent courants, nous devons acheminer les transferts monétaires plus rapidement, notamment en adaptant l'échelle des systèmes de financement des risques de catastrophe pour ouvrir la voie à une assistance anticipée ». Elle a également parlé de la « nécessité d'alimenter la base de données probantes sur l'assistance monétaire anticipée, notamment concernant les compromis à attendre en termes de rapidité et de précision ». En tant que co-organisatrice de la réunion et du processus, elle souligne l'importance de renouveler nos engagements et de prendre les mesures nécessaires pour une distribution plus pertinente, plus rapide et plus efficace de l'assistance.

Smruti Patel, directrice de la Global Mentoring Initiative et co-présidente du groupe de travail mondial et piloté en local sur les transferts monétaires, a indiqué que des progrès ont lieu dans certains endroits, mais qu'ils ne suffisent pas et qu'un véritable changement ne se produira que lorsque les acteurs locaux recevront davantage de financements. Dans certains cas, les acteurs locaux accèdent directement à des financements communs et « lorsque cela se produit, ils sont en mesure de travailler efficacement avec les communautés et obtiennent de meilleurs résultats. Si nous souhaitons placer les personnes affectées par une crise au cœur de notre réflexion et de notre action, la meilleure approche est d'accroître la marge de manœuvre des acteurs locaux. » Elle a aussi insisté sur la « nécessité d'être cohérent-es pour que les bénéficiaires de l'aide monétaire n'aient pas à faire appel à différents acteurs pour différents besoins. Si nous souhaitons faire passer les personnes en premier, nous devons mettre un terme à cette fragmentation entre acteurs et examiner le rôle que peuvent jouer les organisations locales et internationales pour avancer et mettre l'accent sur l'adaptabilité. »

Joanna Darmanin, responsable du service Humanitarian Aid Thematic Policies, a abordé l'engagement d'ECHO dans le processus. Pour elle, l'assistance monétaire est loin d'avoir atteint son plein potentiel. « Nous donnons la priorité aux programmes d'assistance monétaire axés sur les personnes, cherchant à recevoir, partager et prendre en compte les opinions des bénéficiaires [...]. Conformément à notre politique sur les transferts monétaires et l'importance d'axer cette aide sur les personnes, nous nous sommes engagé-es à accroître l'utilisation des transferts monétaires à usages multiples et à réduire le recours aux coupons. » Elle a insisté sur l'importance de continuer à développer la portée de l'assistance monétaire et de combler l'écart entre le secteur humanitaire et celui du développement. Le soutien des acteurs locaux est essentiel. Elle a fait un rapprochement avec d'autres priorités d'ECHO, comme le changement climatique et la numérisation des données. Elle affirme : « Nous pensons que les transferts monétaires ont la capacité de rendre l'aide humanitaire plus respectueuse de l'environnement, en raison de son faible impact environnemental et de ses avantages en matière de soutien à la production locale. Nous promouvons aussi les interventions intégrant des transferts monétaires pour tirer parti des avancées technologiques et des innovations, si elles utilisent la technologie pour renforcer l'interopérabilité et trouver des solutions à plus long terme. »

Nabeh Allaham, un jeune responsable travaillant avec le FICR, a clôturé la réunion par un appel à l'action poignant. « Le leadership ne consiste pas à maintenir le statu quo, mais à avoir le courage d'interroger, reconnaître l'urgence de la situation, et prendre des mesures fermes et résolues pour écouter les demandes des communautés afin d'instaurer un climat de confiance et d'assurer la transparence. J'espère vous voir ouvrir la voie. »

Quelques contributions des participant-es

- Certain-es participant-es ont invité les acteurs humanitaires à adopter une approche différente pour la sélection des partenaires et des méthodes de travail. Par exemple, une ONG nationale a parlé de la possibilité de travailler avec des coopératives locales.
 - Des difficultés bureaucratiques ont été portées à notre attention, concernant notamment les transferts de fonds de bailleurs, en particulier pour les acteurs nationaux qui peuvent ne pas disposer des fonds nécessaires pour lancer la mise en œuvre avant que la banque ne transfère les fonds des bailleurs.
 - Une organisation a souligné la nécessité de veiller à ce que les populations vulnérables ne soient pas laissées pour compte, en particulier par les programmes de transferts de vaste envergure.
 - Plusieurs participant-es ont encouragé la collaboration avec des banques, des institutions de microfinancement et le secteur privé pour renforcer l'efficacité de la distribution et l'inclusion financière des populations vulnérables.
 - Un-e participant-e a appelé à redéfinir le concept d'échelle et le rôle des organisations locales pour influencer la conception des programmes et faciliter la mise à l'échelle.
-
- Des acteurs d'ONG nationales et internationales ont abordé le manque de ressources disponibles pour les acteurs locaux et la nécessité de voir les bailleurs principaux prendre des mesures concrètes et pratiques pour investir et s'engager dans le développement organisationnel directement ou par le biais d'un consortium d'acteurs locaux. Des représentant-es du BHA ont partagé la récente [déclaration de l'USAID sur les progrès en matière de localisation](#) et ont exprimé le souhait de discuter des moyens dont dispose l'agence pour renforcer la localisation de l'assistance monétaire humanitaire.
 - Les organisations du secteur privé (dont l'industrie mobile) ont à cœur de travailler en étroite collaboration avec les acteurs humanitaires pour promouvoir l'innovation dans le secteur de l'assistance monétaire.
 - La diversité du public et la qualité de la discussion ont été saluées.
 - Des organisations de taille importante ou plus restreinte ont noté que le recours aux transferts monétaires a augmenté et entraîné des changements positifs.
 - La possibilité de placer les communautés affectées au centre de la conception de programme grâce aux transferts monétaires de groupe a été notée, comme [signalé](#) en Ukraine, entre autres.
 - Certain-es participant-es ont parlé de blocages dus à la concurrence au financement entre acteurs humanitaires, mais aussi aux programmes de transferts monétaires individuels des organisations. La nécessité de s'intéresser à de nouveaux modèles commerciaux a été soulignée.
 - Des difficultés en matière de conformité (notamment liées à la nécessité de concilier atténuation des risques et réactivité) sont citées comme sources de retards considérables.
 - Un réseau a demandé à ce que les efforts de plaidoyer soient renouvelés, notamment dans les contextes où les gouvernements ont du mal à accepter les transferts monétaires.
 - Un-e représentant-e a insisté sur la nécessité de clarifier nos objectifs pour rendre l'assistance monétaire plus qualitative, plutôt que de nous centrer sur l'aspect quantitatif.
-

Étapes suivantes

Kate Hart, responsable des politiques, des données probantes et de l'apprentissage du CALP, a abordé le processus d'ébauche et noté que le processus collaboratif reposera sur divers événements, dont des webinaires, des discussions confidentielles et des ateliers. Des newsletters et des pages dédiées aux événements fourniront des informations à jour sur la manière de s'impliquer dans le processus. Kate a signalé que « nous nous attendons à ce que le processus soit défini par l'ensemble de la communauté, nationale comme internationale, après ce lancement. Il se pourrait que nous puissions établir des ponts avec d'autres processus. Différentes parties prenantes ont proposé de piloter différentes composantes. La communauté a déjà recommandé qu'une équipe de « leadership technique » soit établie pour appuyer le processus. Le CALP, ainsi que d'autres parties prenantes, se tiennent prêts à aider également. »

Engagements pris

Des dizaines de responsables d'ONG nationales et internationales, de bailleurs, d'agences de l'ONU, etc., ont immédiatement déclaré que leurs organisations participeraient au processus. Les organisations sont invitées à participer au processus [ici](#).

Annexe : interventions abrégées des intervenant·es

Aperçu des données probantes : Karen Peachey, directrice du CALP Network

Karen a abordé cinq points principaux :

1. Les données probantes montrent clairement que la plupart des personnes concernées, dans la plupart des contextes, préfèrent les transferts monétaires à d'autres formes d'aide humanitaire. Si adopter une approche de l'aide axée sur les personnes repose sur l'écoute de leurs préférences, cette information devrait être un facteur important en faveur du changement.

2. Nous avons de quoi nous réjouir. L'utilité des transferts monétaires n'est plus à prouver. En outre, le recours aux transferts monétaires a augmenté ces dernières années et équivaut désormais à 19 % de l'aide humanitaire internationale. En plus de cela, les réponses nationales fournissent d'énormes quantités d'aides en espèces qui ne font l'objet d'aucun suivi à l'échelle mondiale.

Des progrès encourageants ont été faits par rapport aux engagements pris dans le cadre de la politique sur l'assistance monétaire lors du Sommet humanitaire mondial de 2016. Les données probantes montrent que les engagements collectifs ont été un facteur important de changement. Les recherches montrent également que les transferts monétaires ont été l'un des changements les plus importants dans le système humanitaire au cours des dernières années et qu'ils ont souvent entraîné des changements positifs dans d'autres secteurs du système.

3. Des opportunités importantes s'offrent à nous. Les données probantes montrent que le volume des transferts monétaires pourrait atteindre 30 % à 50 % de l'aide humanitaire internationale si cette modalité était utilisée dans les cas pertinents. Ces chiffres sont basés sur le fonctionnement actuel du système. Il est possible qu'ils soient en réalité plus élevés. Il y a également beaucoup à faire pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'assistance monétaire (pour l'axer davantage sur les personnes, la rendre plus locale, plus efficace et pour entraîner des changements positifs dans d'autres domaines).

4. Certains signes semblent indiquer que le mouvement ralentit. Si l'usage de l'assistance monétaire continue d'augmenter en termes de volume, en raison de la croissance des financements humanitaires, il commence à se stabiliser en termes de pourcentage de l'aide totale, même si cette part est loin des 30 % à 50 % possibles. Cette tendance émerge alors que de nombreux engagements collectifs prennent fin. Nous manquons donc d'orientation commune.

5. Les données probantes montrent que des opportunités très intéressantes s'offrent à nous, mais que le système humanitaire limite les progrès. Par exemple :

- a. Les décisions prises par les organisations de mise en œuvre sont un facteur de premier plan. Dans certaines organisations, les investissements anticipés dans les articles non alimentaires ont une valeur supérieure à celle des transferts monétaires distribués. Cela pousse inévitablement à écouler ces stocks, même si les bénéficiaires aimeraient privilégier l'assistance monétaire.
- b. Certaines décisions portant sur la modalité sont prises par les bailleurs sur le point de distribution. Par exemple, un bailleur offrant une aide alimentaire peut choisir de se tourner vers l'assistance monétaire, pour donner plus de choix aux bénéficiaires dans leurs achats et soutenir les marchés et les commerces locaux.

Les données probantes montrent nombre d'autres exemples d'éléments pouvant être modifiés pour nous aider à axer davantage l'aide sur les personnes et à la rendre plus locale et plus efficace. Mais il n'y a pas de remède miracle. Pour atteindre le plein potentiel de l'assistance monétaire, de nombreux changements sont nécessaires, à l'échelle du système humanitaire.

Joanna Darmanin, responsable du service Humanitarian Aid Thematic Policies d'ECHO

Nous remercions le CALP pour son travail d'organisation et sa capacité à rapprocher des voix diverses. Comme ECHO, nous soutenons cette initiative et participerons activement à tout dialogue qui permettrait d'améliorer significativement l'assistance monétaire.

Nous remercions les États-Unis d'assurer le leadership partagé de cette initiative, qui est cohérent avec les efforts de nombreux bailleurs de fonds dans ce domaine. Les bailleurs jouent un rôle important dans l'augmentation de la portée des interventions et le renforcement de la cohérence de l'assistance dans différents contextes. Par exemple, ECHO joue un rôle de leadership stratégique dans des pays comme la Somalie, l'Ukraine, le Mozambique, le Yémen et le Liban. Nous restons pleinement engagé-es dans ces objectifs.

ECHO est le bailleur principal pour les transferts monétaires à usages multiples et notre politique encourage les partenaires à prendre systématiquement en compte l'utilisation des transferts monétaires à usages multiples pour répondre à un large éventail de besoins de base. Bien sûr, les transferts monétaires peuvent être associés à d'autres modalités pour répondre à des objectifs sectoriels spécifiques, mais ils doivent constituer la solution par défaut.

ECHO est un soutien de longue date de l'assistance monétaire. Nous observons des progrès, mais nous savons que beaucoup reste à faire, et la quantité comme la qualité des transferts monétaires distribués aux personnes affectées par une crise sont loin de ce que nous pourrions attendre.

Nous craignons que le rythme des progrès ne stagne. Le rapport « Where Next? The Evolving Landscape of Cash and Voucher Policies » du CALP fait état des nombreux obstacles auxquels nous nous heurtons, comme le terme du Grand Bargain, les problématiques systémiques profondément ancrées, l'interopérabilité et la gestion des données, ainsi que la localisation. Pour venir à bout de ces obstacles, nous devons continuer à axer nos efforts sur les personnes affectées par une crise. Nous devons leur donner les outils, à elles et aux acteurs les plus proches d'elles, leur permettant de faire les choix qui rendront l'aide réellement utile.

ECHO privilégie les programmes de transferts monétaires axés sur les personnes et à l'écoute des retours des bénéficiaires. Ces programmes doivent s'accompagner de mécanismes sûrs et accessibles favorisant la participation et les retours des personnes recevant l'aide, afin que nous puissions les optimiser.

En outre, conformément à notre politique régissant les transferts monétaires et aux besoins dictés par l'aide axée sur les personnes, nous nous sommes engagé-es à accroître l'utilisation des transferts monétaires à usages multiples et à réduire le recours aux coupons. Il est également important pour nous de continuer à accroître la portée de l'assistance monétaire et de combler le fossé entre le secteur humanitaire et celui du développement, conformément aux engagements exprimés dans la communication sur l'action humanitaire, afin d'accroître le recours aux filets de sécurité monétaires.

Entre autres priorités, la politique d'ECHO cite l'équité des partenariats avec les acteurs locaux, comme l'indique la directive sur la [promotion des partenariats équitables avec les acteurs locaux dans les contextes humanitaires](#) (en anglais). Nous devons soutenir la coordination des acteurs locaux dans le cadre des interventions monétaires et assurer un accès équitable aux frais généraux aux acteurs locaux et nationaux, lorsqu'ils mettent en œuvre des programmes de transferts monétaires.

Pour ECHO, la protection réside au cœur de l'action humanitaire. Nous veillons à ce que cette composante soit intégrée systématiquement aux interventions humanitaires et nous promovons la coopération entre les acteurs dans ce domaine. En accord avec les priorités du Donor Cash Forum, nous savons que les programmes de transferts monétaires se doivent d'intégrer pleinement les questions liées à la protection et au genre et d'inclure des systèmes d'orientation vers d'autres services. Les transferts monétaires jouent un rôle important

dans les programmes conçus pour assurer la protection des personnes affectées par une crise. La politique thématique d'ECHO met ce point en avant.

Les discussions qui ont lieu aujourd'hui renvoient également à d'autres priorités d'ECHO, comme le changement climatique, la gestion des données et la digitalisation. Nous pensons que les transferts monétaires ont la capacité de rendre l'aide humanitaire plus respectueuse de l'environnement, en raison de son faible impact environnemental et de ses avantages en matière de soutien à la production locale. Nous promovons aussi les interventions intégrant des transferts monétaires pour tirer parti des avancées technologiques et des innovations, si elles utilisent la technologie pour renforcer l'interopérabilité et trouver des solutions à plus long terme.

ECHO soutient cet appel à l'action. Nous devons promouvoir une compréhension commune des problématiques clés si nous voulons assurer la continuité des progrès et prendre de nouveaux engagements. Nous avons conscience de la valeur de l'action collective et avons vu les effets positifs de la collaboration dans le cadre du chantier sur les transferts monétaires du Grand Bargain.

Je remercie le CALP, qui a donné de la visibilité aux problématiques concernant la politique sur les transferts monétaires. Nous sommes au début d'un processus qui nous concerne tou-te-s. Ce processus doit être pragmatique et inclusif. La diversité des personnes présentes aujourd'hui nous donne à penser que tout est possible.

Innocent Tshilombo

Il y a plus de dix ans, j'ai quitté Goma, en République démocratique du Congo, pour rejoindre le camp de réfugié-es de Kakuma, au Kenya. Kakuma est un camp typique. Les personnes qui y résident dépendent de l'aide humanitaire. Cela m'a été utile au début de mon parcours. Pourtant, au cours des mois, des années et même de la décennie qui ont suivi, j'ai senti que des réformes étaient nécessaires et qu'il était important d'aller au-delà des besoins de base. Je souhaitais avoir accès à une solution durable me donnant les outils pour sortir de cette situation précaire dont je ne voyais pas la fin.

L'introduction des coupons dans le camp de Kakuma a donné lieu à une nouvelle dynamique socio-économique. Ils m'ont donné un pouvoir d'achat, ont créé de nouveaux débouchés commerciaux, et donné lieu à une ambiance harmonieuse. Leur utilisation étant soumise à de nombreuses conditions, les coupons avaient toutefois des avantages limités : ils offraient peu de choix et créaient de nouvelles difficultés, comme la dépréciation de leur valeur monétaire.

Je me suis toujours demandé pourquoi les espèces étaient converties en coupons. Si les bénéficiaires ont besoin d'espèces dans un lieu précis, elles et ils seront prêt-es à payer pour convertir leurs coupons en espèces. Toutes ces questions que nous pouvons nous poser sur les coupons monétaires nous rappellent l'urgence de mettre en place des conversations, des réformes et des politiques franches pour nous assurer que l'assistance monétaire réponde aux aspirations des personnes vivant comme moi dans les camps et attendant depuis longtemps que leur situation se débloque.

Alors que nous sommes rassemblé-es ici, des millions de personnes sont coincées, tout comme moi à l'époque, dans le cycle de dépendance de l'aide humanitaire dans le camp de Kakuma au Kenya, dans celui de Nakivale en Ouganda, dans celui de Kutupalong au Bangladesh, ou ailleurs dans le monde. L'assistance monétaire doit contribuer à nos moyens de subsistance pour nous permettre de nous émanciper. Nous avons hâte de commencer à reconstruire nos communautés et de prendre des décisions sur ce qui pourra nous aider le plus dans tous les aspects de notre vie. Mon expérience de bénéficiaire de l'aide, cette

dernière décennie, m'a montré que ces aspects restent absents des programmes de transferts monétaires, ou pas assez développés.

La dignité des personnes est une considération essentielle. Les transferts monétaires devraient permettre aux bénéficiaires de rompre le cycle de la dépendance. Mon potentiel ne devrait pas être limité par les restrictions et les conditions associées aux transferts monétaires. Les transferts monétaires sont réellement utiles lorsqu'ils aident une personne du camp de réfugié·es de Kakuma à sortir du piège de la vulnérabilité et lui donnent plus de choix sur la manière de répondre à ses besoins et de bâtir son futur, avec des effets durables sur sa communauté.

J'aimerais que les transferts monétaires redéfinissent totalement le secteur des interventions humanitaires. Mettre au point et appliquer une politique prend du temps. Les politiques doivent être envisagées comme une base de dialogue avec les personnes concernées plutôt qu'une règle universelle. Les personnes concernées doivent être impliquées dans la conception d'une intervention, et faire part de ce qui fonctionnerait le mieux pour elles. Des millions de vies, dont la mienne, dépendent de l'application des recommandations et politiques déjà en place.

Si je suis ici aujourd'hui, c'est parce que je souhaite voir des changements se produire. Car j'aimerais que des politiques salutaires voient le jour aussi tôt que possible. Il s'agit d'écouter et de mobiliser la communauté concernée. Vous devez être à l'écoute et réagir plus vite. Il en va de la vie de certaines personnes. Les transferts monétaires doivent être considérés comme un besoin fondamental.

La conception et la distribution de l'assistance monétaire doivent permettre de répondre à nos besoins de manière flexible et sans complexité tout en garantissant notre dignité.

Smruti Patel, directrice de la Global Mentoring Initiative et co-présidente du groupe de travail mondial et piloté en local sur les transferts monétaires.

Les remarques de Joanna et Innocent sont très intéressantes, en particulier en ce qui concerne la redevabilité et l'importance de garantir la dignité des bénéficiaires. Je souhaite parler de manières d'accroître le potentiel de l'assistance monétaire, en particulier lors des interventions menées par des acteurs locaux. ECHO et d'autres bailleurs de fonds ont mis en place des politiques extrêmement utiles, ce qui est positif. Les discussions portant sur la coordination des transferts monétaires dans le processus du Grand Bargain progressent également. Toutefois, les acteurs locaux font face à des obstacles à divers niveaux, notamment en termes d'accès et de financements. Si nous ne gérons pas ces obstacles, nous ne pourrions pas avoir d'influence conséquente, en particulier lorsque nous envisageons une mise à l'échelle des transferts monétaires. Les agences de l'ONU et les ONG internationales restent les principales destinataires des fonds, transferts monétaires compris. Comment être sûr·es que nous promouvons l'équité ? Selon moi, il s'agit de l'une des raisons qui nous empêchent de réaliser le plein potentiel de l'assistance monétaire.

Dans certains cas, les acteurs locaux accèdent directement à des financements communs. Lorsque cela se produit, ils sont en mesure de travailler efficacement avec les communautés et obtiennent de meilleurs résultats. Si nous souhaitons placer les personnes affectées par une crise au cœur de notre réflexion et de notre action, la meilleure approche est d'accroître la marge de manœuvre des acteurs locaux.

Nous avons encore beaucoup de travail, même dans le cadre des partenariats équitables dont Joanna a parlé plus tôt. Les acteurs locaux doivent travailler proactivement avec les acteurs internationaux dans ce domaine, pour que nous puissions profiter de ce que les acteurs locaux peuvent apporter dans cet espace. À l'heure actuelle, trop de discussions sont axées sur le manque de capacités. Pourtant, de nombreuses

formations ont eu lieu, mais il y a eu peu d'occasions de les mettre en pratique, car les acteurs locaux n'accèdent pas aux financements.

Nous devons faire un meilleur usage des capacités déjà disponibles, plutôt que de partir du principe que nous avons un déficit de capacités. Encore une fois, des mesures positives ont été prises, concernant par exemple le modèle de coordination des transferts monétaires et la localisation. Mais la manière dont les acteurs locaux seront dotés de ressources leur permettant d'avoir un impact n'est pas encore claire. Nous devons investir pour donner aux acteurs locaux une place pertinente dans la coordination des transferts monétaires.

Lors des consultations entreprises avant le caucus sur l'assistance monétaire, les organisations locales ont nettement mis en lumière que nous devons travailler de manière pertinente, via les filets sociaux de sécurité et d'autres mécanismes. Nous devons être cohérent-es pour que les bénéficiaires de l'aide monétaire n'aient pas à faire appel à différents acteurs pour différents besoins. Si nous souhaitons faire passer les personnes en premier, nous devons mettre un terme à cette fragmentation entre acteurs et examiner le rôle que peuvent jouer les organisations locales et internationales pour avancer et mettre l'accent sur l'adaptabilité.

En matière de portée de l'aide, on dénombre de nombreux cas, dans de nombreux contextes, où les acteurs locaux sont présents et travaillent d'arrache-pied, mais les systèmes de reporting ne font pas état de ce travail. Nous devons rendre compte des capacités des acteurs locaux, qui pilotent certains de ces processus dans des contextes où les acteurs internationaux ne sont même pas présents. Prenons en compte les capacités des acteurs locaux et dotons-les de ressources, pour qu'ils puissent faire leur travail et placer les personnes au cœur des programmes de transferts monétaires.

Sarah Charles, assistante de l'administrateur du Bureau pour l'assistance humanitaire de l'USAID (BHA)

J'apprécie le leadership du CALP et sa participation à l'organisation de cet événement, ainsi que la contribution pertinente des intervenant-es.

Le système humanitaire est mis à rude épreuve par l'écart qui se creuse entre besoins de plus en plus élevés et budgets humanitaires limités. Dans ces circonstances difficiles, nos systèmes doivent évoluer afin de répondre aux besoins actuels. Les transferts monétaires jouent un rôle essentiel dans la préparation et l'adaptation des personnes aux chocs et facteurs de stress, ainsi qu'à leur relèvement lorsqu'ils se produisent. Les transferts monétaires sont une modalité d'aide rapide, qui peut être acheminée potentiellement avant même la survenue d'un choc. Les transferts monétaires stimulent également le pouvoir d'action des personnes et les encouragent à évaluer leurs propres besoins. Cela se constate dans le monde entier. Ils établissent également des ponts entre systèmes humanitaires et systèmes nationaux de protection sociale.

Mais ces objectifs ne sont pas toujours atteints. Même si nous avons eu un impact important grâce aux engagements pris dans le cadre du Grand Bargain, nous avons encore beaucoup à faire pour permettre à l'assistance monétaire de produire les changements nécessaires dans le système humanitaire.

Une opportunité formidable s'offre à nous. Entre 2015 et 2021, on estime que les transferts monétaires sont passés de 8 % de l'aide humanitaire globale à 19 %. Sur la même période, le portefeuille de programmes humanitaires intégrant des transferts monétaires de l'USAID est passé de 474 millions de dollars à plus de 1,9 milliard de dollars. En quelques années seulement, les transferts monétaires ont fait évoluer le fonctionnement de nombreuses organisations. Dans le cadre approprié, ils peuvent continuer à créer du changement.

Dans notre travail au sein du système humanitaire, nous devons envisager les transferts monétaires de manière critique et conceptuelle et réfléchir aux manières dont ils peuvent compléter ou entraver notre travail dans d'autres domaines.

Plus précisément, nous devons répondre à trois questions.

- D'abord, comment veiller à ce que l'adoption de plus en plus forte de l'assistance monétaire aide à transférer le pouvoir aux acteurs locaux plutôt qu'à en conférer davantage aux acteurs les plus favorisés ?
- Ensuite, comment rendre la distribution plus rapide, pour qu'elle survienne immédiatement après, voire avant, un choc ?
- Enfin, comment améliorer la redevabilité envers les populations affectées et véritablement axer les interventions sur ces personnes ?

À l'USAID, lorsque nous parlons d'interventions axées sur les personnes, il n'est pas seulement question de distribution en main propre. Il s'agit de transformer fondamentalement les rapports de force. Les personnes les plus vulnérables et marginalisées méritent d'avoir un droit privilégié à la parole. Il est pourtant possible que l'usage des transferts monétaires les mette à l'écart.

Si les organisations locales sont en charge de la plupart des dernières étapes des programmes de transferts monétaires, force est de constater qu'à l'heure actuelle, la nature et l'ampleur de la distribution des transferts monétaires se prêtent davantage à l'intervention d'organisations de grande envergure ou de consortiums. Nous travaillons avec des organisations locales extrêmement efficaces, mais pour la plupart, elles n'ont pas aujourd'hui les capacités nécessaires pour venir en aide à toutes les personnes dans le besoin, et ne peuvent donc pas superviser des programmes de transferts monétaires de grande envergure. Si nous souhaitons atteindre nos objectifs en termes de localisation, il nous faut reconnaître ce point et chercher des solutions.

Le mandat de l'USAID porte aussi sur le changement climatique ; alors que les chocs dus au changement climatique deviennent normaux, nous devons acheminer les transferts monétaires plus rapidement, notamment en adaptant l'échelle des systèmes de financement des risques de catastrophe pour ouvrir la voie à une assistance anticipée. Pour l'instant, la plupart des programmes de transferts monétaires sont opérationnels quelques semaines ou quelques mois après un choc. Nous devons faire mieux. Nous devons être en mesure de distribuer l'aide en quelques heures, ou quelques jours tout au plus. Dans certains cas, il serait idéal de fournir l'assistance avant même qu'une catastrophe ne se produise. Pour accélérer les opérations, nous devons veiller à ce que les pays soient équipés de système d'alerte précoce fiables et à ce que les organisations de mise en œuvre puissent accéder à des registres complets et impartiaux de personnes susceptibles de nécessiter une aide.

Nous devons également alimenter la base de données probantes sur l'assistance monétaire anticipée, notamment concernant les compromis à attendre en termes de réactivité et de précision. Les acteurs de l'assistance monétaire peuvent mettre en place des définitions claires pour effectuer le suivi de l'assistance monétaire anticipée et la quantifier.

Enfin, toutes nos décisions et innovations doivent favoriser la redevabilité envers les personnes les plus touchées par ces chocs. Au vu de l'écart grandissant entre besoins et ressources disponibles, la communauté humanitaire doit faire preuve de plus d'efficacité dans l'utilisation des ressources des priorités au cours des prochaines années.

Il est grand temps que nous partagions réellement le pouvoir et la redevabilité avec les personnes affectées et la société civile locale. Nos interventions doivent être basées sur des données probantes, adaptables et

influencées par les voix des personnes concernées. Il est important d'évaluer leur efficacité et leur intégrité. Nous avons encore beaucoup à faire pour répondre à ces conditions, mais je suis sûre que nous y arriverons.

Ces questions qui restent sans réponse me font croire que l'assistance monétaire doit rester au premier plan des conversations sur l'aide humanitaire. La communauté des praticien·nes des transferts monétaires, grâce à son travail impressionnant, a totalement transformé les termes de la discussion. Nous allons maintenant explorer ces sujets plus profondément, pour identifier comment s'engager pour utiliser les transferts monétaires comme un levier de changement. J'espère que les acteurs locaux et les communautés concernées représenté·es ici nous demanderont de rendre des comptes sur notre travail. Nous le devons aux personnes affectées par des crises du monde entier.

Kate Hart, responsable des politiques, des données probantes et de l'apprentissage du CALP

Il y a tant de problématiques importantes à aborder, qui ont fait l'objet de recherches et de consultations depuis la deuxième moitié de l'année 2022. Il est généralement admis que les conversations portant sur les politiques ne doivent pas s'éparpiller. Au cours des discussions, deux domaines ont été identifiés comme des priorités pour lancer ce dialogue : les interventions axées sur les personnes et les interventions menées par des acteurs locaux. Il a été très difficile d'avancer sur ces questions au cours des dernières années.

Il existe des initiatives prometteuses, déployées individuellement ou par plusieurs organisations, qui s'intéressent à ces deux composantes. Nous voyons là une occasion de partager, d'apprendre et potentiellement d'identifier de nouveaux domaines d'intérêt politique.

La communauté des praticien·nes des transferts monétaires est à l'origine de ce processus politique. De nombreuses personnes ont exprimé leur volonté de prendre en charge des aspects du processus, et d'autres souhaitent être impliquées.

Nous nous attendons à ce que le processus soit défini par l'ensemble de la communauté, nationale comme internationale, après ce lancement. Il se pourrait que nous puissions établir des ponts avec d'autres processus. La communauté a déjà recommandé qu'une équipe de « leadership technique » soit établie pour appuyer le processus. Le CALP, ainsi que d'autres parties prenantes, se tiennent prêts à aider également.

Au cours de ce processus, d'autres domaines pourraient être identifiés par la communauté comme nécessitant des engagements de politique collective nouveaux ou mis à jour.

Nabeh Allaham, FICR

Je suis honoré et reconnaissant de participer à cet événement important et d'avoir l'occasion de m'exprimer face à la direction de si nombreuses organisations humanitaires du monde entier.

Je suis un jeune humanitaire. Je crois pouvoir avoir un impact. Demander un changement lorsque je sais que notre communauté humanitaire peut faire mieux me semble être mon droit. Aujourd'hui, je m'exprime devant des responsables qui ont été un jour à ma place.

Vous avez une longue expérience des interventions humanitaires et des politiques, et vous avez assumé la charge de soutenir et d'améliorer les interventions humanitaires, par volonté de respecter la dignité et les capacités des communautés vulnérables.

Vous disposez des connaissances et du pouvoir nécessaires pour canaliser et orienter l'énergie de la jeune génération et changer la donne quant à la manière dont nous gérons les crises et soulageons la souffrance humaine, grâce à une approche humanitaire fiable et flexible.

Partout dans le monde, le nombre de personnes vivant en contexte de crise augmente, et le système humanitaire doit évoluer pour répondre à ces besoins. Nous devons vraiment faire mieux.

Nous avons des défis à affronter, mais cette réunion a également montré que des opportunités importantes s'offrent à nous. Si nous appliquons à l'aide une approche réellement axée sur les personnes, si nous écoutons les besoins et les préférences des individus, ainsi que leurs espoirs et craintes, nous pourrions aller plus loin. Pour cela, nous devons toutes et tous changer.

Chaque personne présente ici se doit d'exercer son pouvoir de manière à donner plus d'autonomie aux acteurs locaux (les communautés et organisations locales et les acteurs nationaux) afin qu'ils gèrent les interventions humanitaires et distribuent l'assistance de manière flexible et rapide aux populations concernées.

La plupart des personnes vivant en situation de crise préfèrent recevoir des espèces, et les recherches montrent que cette modalité d'aide fonctionne et qu'elle s'accompagne de nombreux effets positifs. Comment expliquer que nous n'y ayons pas davantage recours ? Cette réunion a montré que nous n'allons pas assez loin, en termes de volume et de qualité des transferts monétaires. Les transferts monétaires ont également produit d'autres changements positifs dans le système humanitaire, et peuvent encore en apporter beaucoup. Le changement est nécessaire et urgent. Sommes-nous disposés à travailler ensemble pour le concrétiser ?

Le leadership ne consiste pas à maintenir le statu quo, mais à avoir le courage d'interroger, reconnaître l'urgence de la situation, et prendre des mesures fermes et résolues pour écouter les demandes des communautés afin d'instaurer un climat de confiance et d'assurer la transparence. J'espère vous voir ouvrir la voie.
